



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Aides aux entreprises

Question au Gouvernement n° 3353

Texte de la question

AIDES AUX ENTREPRISES

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain.

Mme Clémentine Autain. Bridgestone : 1,8 million de CICE – crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – ; 863 suppressions d'emploi. General Electric : 30 millions d'euros d'aides publiques ; 1 225 suppressions de postes. Nokia : 280 millions d'euros d'aides de l'État ; 1 200 postes en moins. Sanofi : 17 millions d'euros de CICE et 125 millions de crédit d'impôt ; 1 000 emplois supprimés. Carrefour : 149 millions d'euros de CICE ; 3 000 salariés sur le carreau en 2019. Air France : 9 000 suppressions d'emploi à l'ordre du jour mais, rassurez-vous, le président directeur-général s'octroie un bonus de 800 000 euros, au titre de son excellente gestion en 2019.

Voilà à quoi servent les 90 milliards d'euros de CICE et autres aides que vous avez livrés sans rien demander en retour. Or votre plan de relance consacre encore 10 milliards d'euros aux baisses d'impôts sur la production, toujours sans contrepartie. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe FI.)*

Pendant ce temps, une femme, mère de famille monoparentale, est en pleurs dans une permanence syndicale, et un collègue confie préparer son suicide. La peur et le pire se trament face à la vague des licenciements et la récession économique. Ces drames humains ne font que commencer.

Ma question est simple : que faites-vous ? Vos larmes de crocodiles au chevet des entreprises qui licencient n'arrivent pas à masquer l'indécence de vos choix politiques. Il faut exiger des comptes par la loi à ceux que vous arrosez de cadeaux fiscaux. Il faut contraindre, réglementer, orienter, organiser et non servir les dividendes et déposséder l'État de ses capacités d'action.

Où est la puissance publique capable de protéger les salariés, de garantir une sécurisation de leur parcours professionnel ? Où est l'État stratège capable d'enclencher la transition écologique, de prévoir, d'organiser l'économie en fonction de nos besoins véritables et non de ceux du capital ? À quand le partage des richesses et des temps de travail ? À quand le renoncement à vos contre-réformes du chômage et des retraites ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI, SOC et GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie. Le Gouvernement lutte tous les jours pour l'emploi – favoriser les créations et éviter les suppressions –, alors que nous affrontons une crise mondiale inédite qui a conduit à la destruction de millions d'emplois dans le monde.

Le travail du Gouvernement a permis de créer 500 000 emplois au cours des trois premières années du quinquennat, une performance inédite depuis des années ! Eh oui, 500 000 emplois, madame Autain ! *(M. Florian Bachelier et M. François Cormier-Bouligeon applaudissent. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.)* C'est la meilleure réponse que nous pouvons apporter à ces personnes qui cherchent la dignité et l'autonomie. Nous devons leur donner la capacité de construire elles-mêmes leur vie, notamment quand il s'agit de femmes des familles monoparentales, qui élèvent seules leurs enfants et qui ont besoin de ces emplois.

Certaines entreprises font face à une baisse de 50 % de leurs commandes, pas moins de 50 % ! *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)* Plutôt que de chercher des coupables, à un moment où le Gouvernement a justement remis en cause le CICE (Mêmes mouvements), je crois qu'il faut plutôt construire. Je vous invite à considérer l'action du Gouvernement : accompagnement d'un salarié sur deux dans le secteur privé pendant le confinement ! octroi de 123 milliards d'euros aux entreprises, dont 95 % pour les PME et TPE !

Arrêtons la démagogie envers les grandes entreprises. Seules trente-cinq d'entre elles ont bénéficié d'un PGE – prêt garanti par l'État. Battons-nous pour les PME, les emplois et les Français. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3353

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 septembre 2020](#)